

ESPAGNOL**ANALYSE ET COMMENTAIRE DE TEXTES OU DOCUMENTS****ÉPREUVE À OPTION : ÉCRIT****Laura BRONDINO, Maud LE GUELLEC****Coefficient : 3****Durée : 6 heures**

71 candidates et candidats se sont présentés à l'épreuve. La note maximum a été 17,5/20, et la note minimum 02/20. Dans l'ensemble, ces résultats reflètent, d'une part, une détérioration relative de la langue, sur laquelle nous reviendrons, et, d'autre part, le respect par pratiquement tous les candidats de la structure du commentaire de dossier. La moyenne est de 10,008.

Le sujet proposé cette année comportait quatre documents relatifs à la réforme universitaire du début du XX^{ème} siècle en Argentine et au Mexique. Les documents, centrés sur seulement deux pays du sous-continent latino-américain et sur la brève période d'une décennie, n'enfermaient pourtant pas la réflexion dans des bornes géographiques et temporelles étroites. En premier lieu, parce que le débat autour de la nature et de la fonction de la formation supérieure n'est ni spécifiquement hispano-américain, ni daté : preuve en est que la thématique de la formation supérieure s'est avérée à la portée de pratiquement tous les candidats, ce dont se réjouit le jury. Par conséquent, si « spécificités » hispano-américaines il y a, elles s'insèrent naturellement dans des problématiques communes aux sociétés contemporaines. En second lieu, parce que les projets et mouvements évoqués par les textes ont participé de la césure entre deux ères de l'histoire latino-américaine et ont eu un impact bien au-delà du contexte local ou national où ils ont surgi. Les pays et la période ont été choisis en exemples d'une mouvance beaucoup plus large : le jury réitère qu'il n'attend pas des candidats une connaissance détaillée de l'histoire de chacun des pays hispano-américains ou d'un de ses événements, fût-il particulièrement marquant au niveau national ou continental.

Il était donc attendu des candidats qu'ils soient d'abord capables de situer les débats et prises de positions des auteurs dans le cadre des grandes étapes historiques du sous-continent. En l'occurrence, le cadre dans lequel surgissent les écrits proposés est à cheval entre la crise de « l'ordre libéral-oligarchique » (pour reprendre une expression consacrée et utilisée à bon escient par plusieurs candidats), développé notamment à partir du dernier tiers du XIX^{ème} siècle, et l'aube des politiques de masses,

caractéristiques du XX^{ème} siècle. La sélection et le découpage des documents offraient également des repères historiques et intellectuels y compris à un lecteur peu familiarisé avec les terres latino-américaines, tandis que cela permettait aux plus chevronnés d'affiner la mise en perspective des problématiques propres de l'Amérique Latine à une période de changements profonds au niveau mondial - et le jury a apprécié à sa juste valeur la capacité des candidats à prendre appui sur ces repères extra-américains pour analyser les textes. Enfin, la plupart des candidats a bien perçu que la proximité chronologique des documents les invitait à considérer comment et pourquoi chacun des documents illustre des aspects, des enjeux et des traitements différents d'une problématique commune aux deux pays, ainsi qu'à aborder l'évolution accélérée des idées et des institutions.

Par ailleurs, les cas argentin et mexicain, parmi d'autres pouvant introduire au même sujet et témoigner d'échos patents et de circulations entre différents pays hispano-américains, offraient aux candidats la possibilité de s'appuyer sur deux événements sinon connus dans le détail, certainement considérés couramment comme des marqueurs du XX^{ème} siècle non seulement national, mais encore sous-continentale : le mouvement étudiant de Córdoba de 1918 et la Révolution Mexicaine de 1910-20. Ces deux mouvements majeurs ne se sont pas ignorés - de même que les grandes figures intellectuelles d'Ingenieros et de Vasconcelos - et constituent deux « révolutions » aux caractéristiques différentes, lesquelles ressortent dans l'ensemble des textes. Si le jury a été surpris que seuls quelques candidats connaissent l'importance du mouvement de 1918 et le mettent à profit, il a apprécié la capacité de quelques autres à prendre appui sur le cas péruvien pour discuter la dimension continentale (ce à quoi les invitait Ingenieros lui-même en se référant aux universités de « nuestra América » en général), ou encore la geste des étudiants de Córdoba de 1969 en défense, entre autres, des acquis du mouvement initié en 1918 ; sans oublier les tentatives de réflexion à partir des débats parallèles et comparables qu'a connus l'Espagne (et dont on avait écho direct ou indirect en Amérique Latine).

En ce qui concerne plus spécifiquement la méthodologie du commentaire de documents, le jury rappelle que le traitement d'une thématique ne se réduit pas à un résumé, voire à une paraphrase des documents, ou encore à la multiplication de citations tenant lieu de commentaire. Le travail ne peut consister, par ailleurs, à décliner une série de clichés sur l'Amérique Latine, tels que la recherche de l'identité latino-américaine ou le caudillisme.

La prise en compte des diverses échelles du contexte historique dans lequel s'inscrivent les documents a été complétée dans plusieurs copies par celle de la nature des documents, du statut des auteurs et de leurs destinataires. Cette opération, incontournable pour toute analyse de document, n'a semble-t-il pas été menée par tous

les candidats alors qu'elle leur aurait permis d'éviter des contre-sens (ou de s'engager dans des impasses interprétatives), et tout simplement de pallier certaines lacunes au sujet du contexte historique. Une réflexion bâtie avant tout sur une lecture attentive des documents et la prise en considération du paratexte permettait en effet d'identifier et d'analyser quelques-uns des enjeux fondamentaux liés à l'organisation de la formation supérieure qui, répétons-le, n'est pas une question exclusivement latino-américaine.

Tout aussi ouvert que par le passé à toute problématique justifiée et clairement articulée, le jury a veillé cette année à proposer une sélection de textes qui permettaient tout particulièrement de les aborder sous des prismes divers. L'ordre chronologique des documents, par sa « neutralité », leur laissait une grande latitude. L'extension prononcée de certains textes n'appelait naturellement pas la tâche démesurée d'une analyse exhaustive et détaillée, mais visait plutôt à offrir aux candidats une large palette de repères et d'argumentaires pour plus d'amplitude encore, tout en donnant à un esprit de synthèse l'opportunité de briller.

Le jury rappelle enfin que toute problématique doit permettre de saisir et d'analyser les idées phares des documents, ainsi que les nuances, les éventuelles évolutions, les ambiguïtés voire les contradictions dont ils sont porteurs, à l'égal des contextes complexes dont ils surgissent. Le jury a conçu le présent rapport avant tout en dialogue avec les travaux des candidats, insistant donc sur les aspects les moins bien compris et proposant quelques précisions sur les notions les plus pertinentes mobilisées par les candidats.

Entrons à présent dans quelques considérations plus précises sur les documents de ce dossier : leur sens, leurs implications et leur mise en relation.

Tous les auteurs de ces textes - jeunes et moins jeunes - ont été formés dans le système qu'ils mettent en cause et sont attachés à une formation fondée sur « la science » (dont il convenait de rappeler ne serait-ce que brièvement les traits, afin de pouvoir en éclairer l'ample portée qui se décline tout au long des textes sous différents aspects - et d'éviter tout malentendu au sujet de l'héritage colonial). Le document 2 était à ce sujet le plus naturellement explicite, étant donné qu'il a d'abord constitué une conférence au sein d'un congrès scientifique comme l'indique le paratexte, et que son sous-titre annonce un exposé sur la « filosofía científica ». Les « métodos científicos modernos » (doc. 2, l. 27) que Sierra explicite uniquement par la « creación de la ciencia » (à savoir de la connaissance), renvoient aux mêmes prémisses exposées par Ingenieros. Il s'agit tout bonnement de la science au sens moderne du terme. En effet, ces méthodes s'opposent au dogmatisme ou encore à l'élément « clerical » (doc. 3) qui ne représente pas seulement la présence encore nette de la religion - notamment dans l'université argentine - mais avant tout une forme de pensée prémoderne qui ne se fonde pas principalement sur « l'expérience » (doc. 2) et le raisonnement. Au contraire, une

méthode scientifique génère une connaissance qui apporte moins de réponses qu'elle ne suscite constamment de l'innovation et de nouveaux questionnements (doc. 2, l. 20-36).

Ingenieros explicite que sa défense d'une « ideología científica » s'insère dans une opposition séculaire dont les candidats ont retenu l'épisode qui leur est le mieux connu, les Lumières. Comme sous d'autres latitudes, l'esprit scientifique ne s'est pas imposé d'un coup et encore moins incarné dans des institutions supérieures d'un seul trait ; les avatars du dogmatisme sont encore évoqués en 1920 par Vasconcelos. Le succès du positivisme en Amérique Latine - dont Ingenieros et Sierra sont des tenants de premier ordre - a d'abord promu le déploiement du scientisme, et concrètement des « escuelas profesionales » qui se sont développées en sus ou au sein de l'Université d'origine prémoderne. La distance que prend Vasconcelos par rapport à la perspective d'un Sierra n'en fait pas moins un héritier de cet esprit scientifique qui tient d'abord à combattre l'ignorance.

C'est cette perspective qui mène les auteurs à considérer comme anachroniques les institutions dans lesquelles ils baignent : selon eux, il est impératif d'élaborer un nouveau projet de formation supérieure, définitivement affranchi de l'immobilisme et ne se réglant que sur la science, foncièrement dynamique. Bien des candidats en ont naturellement tiré l'idée d'autonomie ou d'indépendance de l'individu et ses conséquences politiques, qui sont au centre des préoccupations des auteurs des documents. L'affirmation de l'Université comme lieu du savoir scientifique est associé, dès le premier texte, à un projet politique par son articulation à la démocratie. La définition de cette dernière est indissociable de celle de la première : comme bien des candidats l'ont discerné, si l'Université fait l'objet de débats c'est parce que ces auteurs considèrent qu'elle a un rôle fondamental à jouer pour promouvoir une autre démocratie que celle en place au début du XX^{ème} siècle. Ainsi, la fondation ou refondation de l'Université s'appuie sur une définition de la démocratie qui va au-delà de ses traits juridiques fondamentaux dont se sont accommodées les élites des deux pays.

En l'occurrence, la méritocratie évoquée par Sierra pointe en creux que si l'égalité juridique des Mexicains est fondamentalement acquise, tous n'ont pas, dans les faits, accès à une formation supérieure. Pour Sierra, la méritocratie constitue le véritable accomplissement de la démocratie par opposition à ce qu'il conçoit comme des privilèges : l'accès à la formation supérieure réservé, par héritage, à la jeunesse issue des oligarchies, ce groupe minoritaire qui accapare le capital économique et culturel du pays. C'est également au nom de l'exclusivité du critère scientifique que Sierra énonce l'autonomisation de la formation supérieure face à toute ingérence politique, moyennant l'institution de l'Université. Il n'en reste pas moins, comme l'ont globalement décelé pratiquement tous les candidats, que la première proposition de Sierra est immédiatement contenue par un esprit pour le moins élitiste et la seconde

délibérément nuancée, comme on pouvait s'y attendre de la part du membre d'un gouvernement attaché à la démocratie libérale mais autoritaire et ne cherchant tout au plus qu'à implanter quelques mécanismes d'inclusion des secteurs les plus économiquement dynamiques réclamant depuis quelques années l'accès au pouvoir. Dix ans plus tard, Vasconcelos fait tout aussi prudemment allusion à l'autonomie inachevée de l'Université Nationale, au passé (l. 17-18). Pour sa part, l'Argentin Ingenieros, s'exprimant au sujet d'une Université à venir, fait brièvement mais clairement mention de cette même exigence, au nom du même esprit scientifique (l. 57-61). Autrement dit, cette autonomie est loin d'être une réalité accomplie au moment où chacun des ces auteurs s'exprime.

Les étudiants argentins de 1918 portent les mêmes revendications, mais cette fois-ci avant tout par l'action : la grève. Une grève qui constitue, dans un contexte où ce droit n'existe pas, comme ils l'explicitent eux-mêmes, un acte d'insoumission à un « concepto de autoridad » qui ne se fonde pas sur la compétence. Leur prise de position est plus radicale dans la mesure où ils dénoncent ainsi ouvertement une Université à l'image de la société argentine telle qu'ils la voient, recrutant les enseignants non sur concours mais par cooptation, déclarant le recteur élu alors que la procédure électorale n'a pas été respectée. La société oligarchique argentine se perpétue grâce à ce type de procédés, en étant en cela analogue à la société mexicaine, entre autres.

Les étudiants s'appuient ensuite sur l'exclusivité du principe d'autorité scientifique pour revendiquer leur droit à participer au gouvernement interne de l'Université. Les termes et expressions utilisés, relevant surtout du langage libéral du XIX^{ème} siècle, pouvaient prêter à penser à un caractère absolu de la revendication de souveraineté étudiante ; au regard des documents 2 et 4, cela faisait plutôt briller par son absence toute revendication portant sur d'autres aspects. Quoi qu'il en soit, à travers la focalisation des porte-parole du mouvement sur la gouvernance interne de l'Université au nom du nouveau principe d'autorité, les étudiants érigent l'Université - celle qu'ils réclament - en modèle de la société démocratique, un modèle qui inclut aussi bien la réitération du principe de représentation politique que la nouveauté d'une autorité scientifique autonome.

En ce sens, ces jeunes « hombre libres » sont - comme le veut Ingenieros - capables de penser par eux-mêmes et libres, donc, de constituer le *demos* qui doit choisir ses gouvernants (démocratie) : ce *demos* est concrètement constitué - étant donné la période - des enseignants et des jeunes gens issus, sinon des groupes les plus aisés, au mieux des naissantes classes moyennes qu'a produites la croissance de l'ère libérale-oligarchique. Dans un pays où il n'y a pas eu de révolution portée par les classes populaires, ce sont ces étudiants qui estiment la déclencher en se rebellant contre les autorités établies. L'esprit libéral qui imprègne ce réveil (révolutionnaire) de la

conscience scientifique des étudiants s'insère dans la lignée des premières réformes « radicales » menées en Argentine, pour réclamer leur droit de participer au pouvoir.

Le mouvement étudiant argentin est certes plus complexe que ne peut le refléter le manifeste initiant la grève de Córdoba, et il a évolué en différentes tendances, incluant notamment certaines demandes qui rejoignent les préconisations d'Ingenieros (ce qu'il aurait été bienvenu de noter et d'exploiter pour l'analyse du dossier si les candidats en avaient connaissance). Quelques candidats ont plutôt formulé l'hypothèse de l'influence de la Révolution Russe, hypothèse tout à fait pertinente. Cependant, pour les étudiants argentins de l'époque, celle-ci pouvait représenter un repoussoir tout autant qu'un modèle dont s'inspirer, sans compter que le contraste avec la Révolution Mexicaine (l'irruption des masses sur la scène politique, non celle des étudiants dans l'arène universitaire) et l'un de ses acquis juridiques (la Constitution de 1917) étaient au moins tout aussi éclatants.

Au-delà de l'acte d'insurrection, on pouvait ainsi pour le moins s'interroger sur la radicalité des demandes des étudiants au regard de celles de Sierra. Et ce d'autant plus qu'une figure intellectuelle de proue avait déjà développé un programme pour l'Université à venir. Une connaissance schématique d'Ingenieros pouvait mener à supposer son influence sur les étudiants de Córdoba, dans un élargissement de l'horizon projectuel pour la formation supérieure : la date et le lieu de la seconde édition de son texte indiquaient sa diffusion en Argentine suite au mouvement étudiant. Si l'on eût attendu que l'auteur soit moins étranger aux candidats, ceux-ci ont le plus souvent identifié qu'à partir de la même perspective scientifique que chez Sierra et les étudiants de Córdoba, le texte fournit, pour le moins, le traitement d'autres aspects de la réforme universitaire, dont certains radicalisent le propos sur la réforme à mener et ses enjeux. Par ce biais, ce document entrait en forte résonance avec le discours du Mexicain Vasconcelos.

Le plus éclatant dans ces deux documents, au regard des précédents, est certainement l'ouverture de l'Université à tous. C'est là la marque de ce qui nous est plus familièrement connu en termes de démocratisation de l'éducation et, comme l'ont fait remarquer peu de candidats, l'une des grandes transformations du XX^{ème} siècle. Cette ouverture introduit en effet un nouveau sens ou une nouvelle dimension de la démocratie par rapport à la démocratie libérale connue et vécue de tous les auteurs du dossier. Le texte d'Ingenieros est sans doute le plus cristallin à ce propos. Plus que la différence, le contraste explicite chez Ingenieros, eu égard au manifeste de ses compatriotes étudiants, consiste en ce qu'il considère que la modification de la gouvernance universitaire mettant l'Université au service de la connaissance (l. 61) n'est pas un but en soi (fût-elle à même de constituer un modèle démocratique) mais seulement l'un des moyens pour atteindre « la exclaustación de la cultura universitaria » (l. 57). Également présentée comme une adaptation à la réalité sociale,

cette ouverture retourne le topos positiviste dont ont usé et abusé les oligarchies dans le but de repousser toute idée de révolution au sens de changement brutal et violent, pour justifier un changement radical de la fonction de l'Université, indissociable de l'ouverture concrète de ses portes. L'Université à venir ne se consacrera plus uniquement à la haute culture (alors réduite à une fonction de légitimateur culturel du maître qui exploite le travailleur, doc. 4), ni, plus largement, à former les groupes dirigeants, tel que Sierra le préconisait. En ouvrant ses portes, l'Université prend en compte les « intereses » de tous : elle rompt alors avec la reproduction du système oligarchique pour devenir un acteur de la démocratisation sociale qui sert à « formar hombres » (par définition « libres »), ce qui tend à présenter « la aristocracia abierta » permettant la « civilisation » (doc. 1) en « Estado bárbaro » qui tolère la pauvreté et l'ignorance extrêmes (doc. 4), à savoir les inégalités sociales approfondies par le gouvernement des oligarchies libérales.

Comme nous venons d'y faire allusion, aucun des deux auteurs ne s'en tient à la prémisse générale du lien entre savoir et émancipation. De plus, bien qu'Ingenieros déclare qu'il faut « formar hombres », l'inquiétude des deux auteurs ne porte pas seulement ni principalement sur l'émancipation individuelle, mais sur l'ensemble social avant tout. Ce, dans le contexte très concret des sociétés argentine et mexicaine de l'époque : « l'idéologie » portée par l'un et par l'autre est « social (es decir, americana) ». Ce qui ressort ainsi est d'abord, aux antipodes de Sierra, le nouveau souci de donner une formation à ceux qui n'y ont pas vraiment eu droit au-delà de l'école primaire. Si émancipation il peut y avoir pour eux, elle doit être d'abord matérielle, permettant à tout un chacun de se suffire à lui-même, comme le signale Vasconcelos. Elle est également liée à la part apportée par chacun au « bienestar » (doc. 2, l. 40) de toute la société et non seulement d'une minorité (« la vida de los pueblos », doc. 4, l. 48). En ce sens, l'émancipation matérielle de l'individu est démocratisée parce que liée au bien-être de tous par opposition au système en vigueur. D'où les références des deux auteurs à la formation technique, pour des groupes sociaux qui ont d'abord besoin de cela et non pas de poésie racinienne qui, elle, ne sert qu'à faire briller les oligarchies auprès des étrangers pour faire illusion sur « la civilisation » acquise par leurs pays. Comme chacun des deux auteurs l'explique à sa manière, c'est toute la société qui bénéficiera de l'élévation du niveau de formation des classes moins éduquées. La démocratisation de la formation est ici associée à la poursuite du développement économique, ce qui méritait d'être brièvement expliqué ou contextualisé en rappelant les traits de la croissance à cette époque : les moyens de production sont concentrés entre les mains d'une infime minorité (au Mexique plus qu'en Argentine), ce qui entrave l'augmentation de la productivité et, plus largement, le développement.

Cette préoccupation se prêtait ainsi à des considérations plus précises sur la manière d'inclure « todos los ciudadanos que está en condiciones de aprender » (doc.

2, l. 50) dans le giron de la formation et sur ses objectifs. De Sierra à Vasconcelos, en passant par Ingenieros, la « nation civilisée » renvoie d'abord aux moyens que l'on se donne - en vue du progrès - malgré les fortes inflexions d'un auteur à un autre, et le renversement des moyens éducatifs pour l'assurer. De ce point de vue, l'urgence est à l'école primaire et technique, les écoles pour professions libérales existant déjà. D'où un recteur qui prône moins l'ouverture des portes de l'Université à tous que la sortie des étudiants et enseignants universitaires hors les murs pour aller vers le peuple et lui offrir une formation adaptée. Au-delà de la radicalisation prônée par Vasconcelos, qui donne l'impulsion au développement exponentiel de l'éducation primaire et technique caractéristique des décennies suivantes, les candidats pouvaient souligner la prise en compte de tous les niveaux de formation et du lien entre eux : ce n'était pas le cas chez Sierra qui non seulement se concentrait sur le niveau « le plus haut », mais considérait également que l'école primaire était déjà une réalité bien assise et suffisait à former le citoyen.

Plus ouverte quant aux divers éléments mentionnés, l'Université n'aspire pas seulement à devenir un acteur du développement. Comme le souligne très explicitement Ingenieros, le développement n'est que l'un des domaines d'action d'une institution censée à la fois saisir et forger les « idéales » d'une société. L'« ideología social » module alors la démocratisation de la formation dans le sens de la formation de la nation dont l'Université peut devenir le moteur. Rappelons que la conception de la nation comme entité exigeant une homogénéité de valeurs partagées commence à être formulée dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle et que les moyens pour construire cette « communauté imaginée » (B. Anderson) se développent pleinement dans les premières décennies du XX^{ème} siècle. Comme l'ont bien identifié certaines copies, les textes de Sierra, Ingenieros et Vasconcelos partagent clairement cet autre sens de ce qu'on considère à l'époque comme une « nation civilisée » ; à ceci près que pour Ingenieros et Vasconcelos, plus jeunes que Sierra, l'Université ne peut œuvrer en sa faveur si elle continue à ne servir que les intérêts d'une seule classe, (ou, comme ont préféré le qualifier certaines copies, la reproduction des élites) et, plus précisément, le système oligarchique, fût-il « ouvert » à travers la méritocratie. L'accès pour tous à la formation opère alors un glissement de l'inclusion démocratique vers l'idée d'unité qui n'a rien de démocratique en soi ; pointe aussi déjà la tension entre la participation de tous à cette formation d'un « esprit national » grâce à l'Université et un statut à part de ceux qui sont à même d'en faire la synthèse.

Par ailleurs, l'accent sur le caractère inclusif et créateur (d'une « identité ») de l'Université ne se donne pas le même horizon chez l'un et chez l'autre auteur. Celui d'Ingenieros et des étudiants argentins est ouvertement américain et, par conséquent, situe le sous-continent dans le monde. Le jury s'est étonné de ne trouver pratiquement aucune référence au climat intellectuel global de l'Amérique Latine par rapport à

l'Europe et aux États-Unis. En en appelant à une « idéologie américaine », Ingenieros rappelle d'abord que tous les pays du sous-continent ont besoin de se référer à leurs propres réalités plutôt que de continuer à vouloir appliquer tels quels des « modèles » extérieurs qui ont pour le moins vieilli (le propos est ici politique : il ne s'agit pas, comme l'ont suggéré certaines copies, de rejeter les Lumières parce que héritées de l'époque coloniale !). La perspective séculaire sur une opposition entre une *formamentis* dogmatique et féodale d'une part, et, d'autre part une philosophie scientifique et démocratique, sert explicitement à penser le moment présent en termes tout aussi mondiaux. En effet, « la crise contemporaine » (doc. 2, l. 23) est celle du vieux monde: la première guerre mondiale a appauvri l'Europe et, surtout, a montré que ses supposés modèles politiques ont débouché sur un échec ou une impasse.

La référence aux États-Unis est bien plus voilée - nous y reviendrons - comme l'on pouvait s'y attendre dans le cadre d'un congrès panaméricain, mais dont l'émergence en tant que puissance mondiale et "impérialiste" ne pouvait échapper à aucun lecteur en 1916 ni en 1920. Cette menace joue comme moteur et diffuseur d'une perspective latino-américaine et américaniste, notamment depuis l'Amérique du sud et au moins depuis des écrits tel que ceux de Rubén Darío (*El triunfo de Calibán*, 1898) et surtout de José Rodó (*Ariel*, 1900) qui s'adressent notamment à la jeunesse et qui ont eu un impact reconnu dans les décennies suivantes. Le jury a d'ailleurs sélectionné les références des auteurs des documents 2 et 3 à l'Amérique en partie pour permettre aux candidats de mettre éventuellement en valeur leurs connaissances sur l'américanisme et, plus largement, de prendre appui sur des référents de stature continentale ayant drainé une riche effervescence intellectuelle sur les problématiques communes aux pays du sous-continent.

L'horizon du discours de Vasconcelos est, lui, exclusivement mexicain, malgré un contexte global et américain qui n'échappe pas au recteur (celui-ci étant d'ailleurs, comme l'ont rappelé certains candidats, l'auteur de *La Raza cósmica*, ouvrage américaniste s'il en est en termes d'imaginaire). Ce décalage avec l'ouverture des Argentins du dossier s'articulait aux différents chemins que peut prendre la réforme universitaire et qu'elle a effectivement pris dans le contexte de l'affirmation de l'Université comme acteur socio-politique. Rappelons d'abord qu'en 1920, la Révolution Mexicaine est à l'avant-garde politique de l'Amérique Latine, ce qui n'est pas le cas de l'Argentine en 1915, ni de la révolution de Córdoba à ses débuts. Plus précisément, les candidats pouvaient prendre en compte le fait qu'en 1920, au Mexique une révolution a déjà eu lieu. C'est celle des masses populaires qui ont fait irruption sur la scène politique nationale en prenant les armes et en enclenchant la formulation de revendications sociales, ce qui a déjà débouché sur le nouveau contrat social de la Constitution de 1917 : comme cela apparaît dans le document 4, il existe déjà un gouvernement révolutionnaire (« la Revolución », l. 21).

Rien de tel en Argentine où, comme dans d'autres pays du sous-continent, le gouvernement radical d'Yrigoyen est plutôt pris entre plusieurs feux : les pressions sociales de certains secteurs populaires, les pressions plus politiques des classes moyennes, et la peur des secteurs supérieurs. Il alterne ainsi entre avancées politiques et sociales (timides), et répression (tel que l'illustre partiellement le traitement dévolu au mouvement de Córdoba lui-même : dans ce cas, le gouvernement Yrigoyen a apporté son soutien aux étudiants de Córdoba face aux secteurs les plus traditionnalistes de la ville, tout en faisant intervenir l'armée au besoin, puis a partiellement exaucé les demandes des étudiants argentins). L'on pouvait ainsi considérer que l'appel au ralliement général des hommes libres de toute l'Amérique venait tout naturellement des acteurs qui se trouvaient en position de lutte plutôt que de vainqueurs.

Restant attentif avant tout aux textes, on pouvait également s'emparer de ce décalage pour décliner de manière plus précise quelques-unes des différences entre deux réformes ou révolutions apparentées. D'une part, l'urgence de l'inclusion des masses populaires est très nette au Mexique, alors qu'elle n'est pas ressentie comme telle en Argentine - en témoignent, encore une fois, le document 3 et même le document 2, au regard du document 4. Cela explique la radicalité de la proposition de Vasconcelos de suspendre les cours universitaires si nécessaire, pour que l'Université aille vers le peuple et l'encadre. L'horizon national de Vasconcelos pouvait être considéré plus simplement à partir du paratexte indiquant que c'est là un recteur qui s'adresse au corps enseignant, faisant ainsi des propositions sur des tâches très concrètes à réaliser dans l'urgence. On pouvait également considérer, comme l'a fait la plupart des candidats, que la structuration de l'Université Nationale était acquise après dix ans d'existence, même s'il n'en était pas vraiment ainsi.

D'autre part, comme les références de Vasconcelos au contexte immédiat l'indiquent, l'Université Nationale n'a pas fait la révolution - ou du moins elle ne l'a pas initiée ni n'en a été l'acteur principal (tandis qu'en Argentine, comme dans le reste du cône sud, la « juventud universitaria » s'est déjà affirmée comme nouvelle catégorie sociale et s'est nettement organisée comme telle) ; et, en 1920, il ne s'agit plus de promouvoir une révolution, mais de passer de sa phase armée, dont les protagonistes ont été les membres d'un « ejército de los destructores » (du passé oligarchique), à une phase constructive de mise en œuvre des principes de la révolution. Par cette opposition, Vasconcelos veut propulser sur le devant de la scène un nouvel acteur : « el ejército de los educadores ». Autrement dit, la préoccupation immédiate du recteur est de donner toute sa centralité à l'Université comme acteur de la révolution face à d'autres, notamment face aux groupes encore armés (militaires au gouvernement et groupes populaires) ; vice-versa, il s'agit de sceller l'alliance de l'Université avec « la Revolución » aux dépens de groupes universitaires aux tendances plus conservatrices - mais aucune connaissance précise n'était attendue à ce sujet. Notons que la référence à

Manuel Gamio était ici fort bienvenue ; pourtant, sa convergence avec les propos de Vasconcelos a finalement été peu exploitée pour éclairer le document. Le jury insiste sur le fait que le décalage entre l'horizon d'élocution et de pensée, américain dans les documents 2 et 3 et national dans le document 4, était explicité dans les textes eux-mêmes et pouvait donc être pour le moins mentionné par les candidats.

Si un développement sur l'articulation différenciée de l'Université à l'effervescence sociale et un approfondissement sur la tension sous-jacente entre nationalisme et américanisme n'étaient attendus que dans les meilleures analyses, en revanche la poursuite de la réflexion sur le lien entre la démocratie explicitement promue et l'enseignement assuré par l'Université était beaucoup plus abordable. Pour revenir donc sur ce point du dossier, les propos concernant les « escuelas profesionales » ne font pas seulement ressortir l'attention qu'il faut porter, selon Ingenieros et Vasconcelos, aux masses les moins éduquées et à d'autres secteurs d'activité que celui des professions libérales. Dès le discours de Sierra, l'Université est censée fournir également une formation qui se distingue de l'existante et soit supérieure à celles déjà développées en médecine, en droit, etc.

À ce propos, si l'antidogmatisme est le noyau dur de toute méthode scientifique, l'autre danger est de ne former que des spécialistes de leur propre domaine (doc. 2, l. 30). Lorsqu'Ingenieros s'interroge à son tour le chemin à emprunter (l. 62), il fait d'abord place à la multiplicité des « ramos del saber » et à la nécessité de cultiver cette pluralité en vue de nouvelles découvertes. Plus spécifiquement, cette pluralité suppose de faire une plus grande place à la « Filosofía y Letras » ou encore à « las artes ». Ingenieros distingue d'ailleurs ces parents pauvres du développement des études littéraires et historiques telles qu'elles existent à l'époque et qu'elles se structurent en disciplines scientifiques sur le modèle des sciences dures (la méthode scientifique est celle de l'observation et de la découverte de lois invariables). C'est même l'enseignement de la philosophie tel que projeté par Ingenieros qui permettrait d'acquérir une connaissance générale des autres sciences et, partant, un « criterio general » (et une méthode différente, l. 80) que n'ont pas les autres disciplines. Les humanités feraient ainsi « trabajar la imaginación sobre la base de la experiencia », la seconde étant un pilier du scientisme et la première une faculté humaine à laquelle Ingenieros redonne un titre de noblesse en prenant distance avec le modèle des sciences naturelles adopté par le scientisme. Ainsi, les humanités sont les disciplines qui peuvent éminemment donner leur unité aux sciences consacrées à l'innovation constante et à la connaissance « incesantemente perfectible » (l. 33-35).

Cette revalorisation des sciences humaines, qui bouleverse la perspective positiviste dans laquelle se sont formés tous les auteurs des textes, en est redevable puisqu'elle est issue de la volonté de connaissance au sens moderne et qu'il s'agit toujours avant tout de poursuivre « los perfeccionamientos de la adaptación humana a

la naturaleza » (l. 83). Mais elle constitue aussi la réaction anti-positiviste qu'avait déjà annoncée un Rodó par exemple, et que porteront aussi les jeunes intellectuels mexicains, dont un Vasconcelos, en faveur du spiritualisme. Les candidats pouvaient alors aussi y voir une critique indirecte, mais évidente pour le lecteur de l'époque, et à portée politique : le spiritualisme s'opposait naturellement au matérialisme égoïste incarné par la civilisation anglo-saxonne et par les oligarchies qui avaient instrumentalisé le positivisme pour justifier le règne d'une supposée technocratie et du darwinisme social.

Sans attendre des développements particulièrement approfondis sur cet aspect, le jury s'est étonné que la hiérarchie des enseignements proposée par Ingenieros interpelle si peu de candidats. À l'inverse, il a particulièrement apprécié que quelques copies pointent le lien entre cette hiérarchie des sciences au sein de la formation supérieure et le nouveau rôle que pouvait acquérir l'intellectuel dans la société. En effet, la première renvoie, *in fine*, à la nécessaire capacité de synthèse et de perspective globale qui confère une « unidad de espíritu », à savoir notamment la capacité à penser les « ideales » ; autrement dit, une réflexion éthique sur la science - la connaissance spécialisée ne tenant pas lieu de réflexion sur les valeurs. Au nom de l'étroitesse de vues du « profesionista » qui en fait un « parásito social » (concrètement, au service de l'intérêt privé et égoïste du meilleur payeur, sans perspective sur le bien de la collectivité), Vasconcelos franchit nettement le pas entre une réflexion éthique sur les valeurs de la science et la connaissance des valeurs intrinsèques d'un peuple : il revient aux universitaires - aux seuls véritables « hombres libres » - de « levantar la estructura de la nación », et à lui-même, en tant que recteur, d'être « el intérprete de las aspiraciones populares ».

Bien que le terme n'apparaisse pas tel quel dans les documents et que le concept, de facture française, ne soit que partiellement opératoire pour l'Amérique Latine de la période, l'on peut considérer, comme l'ont fait certains candidats, que c'est finalement à l'émergence de la figure de l'intellectuel que contribuent tous les textes, à des moments et dans des contextes différents. Pour reprendre le parcours de nos différents documents, les intellectuels, en l'espèce des universitaires, le deviennent en se distinguant des élites politiques et en assumant, sinon un pouvoir propre, un engagement performatif envers la collectivité. Si certains candidats ont alors mobilisé la notion de contre-pouvoir, plus globalement et correspondant au moins autant au contexte latino-américain qu'aux sources comtiennes du positivisme, ces intellectuels aspirent moins à constituer un contre-pouvoir, qu'à conduire eux-mêmes la société étant donné qu'ils sont à même de lui indiquer les valeurs fondamentales. L'ambivalence des intellectuels à l'égard du pouvoir eu égard à la société en tant que collectivité, qui n'a rien de spécifiquement latino-américain, se manifeste dans le dossier par la fonction critique qu'ils peuvent assumer ou, à l'inverse, leur alliance avec le pouvoir politique.

En se référant à des figures hispano-américaines plus tardives, certaines copies ont évoqué à ce propos les tensions que ladite alliance comporte.

Dans le contexte d'une société polarisée entre oligarchies et masses populaires, l'engagement de l'intellectuel conduit également et notamment à une ambivalence fondamentale : en l'occurrence, à celle entre, d'une part, une démocratisation de l'éducation visant, en dernière instance, l'émancipation intellectuelle qui porte en elle le risque du désaccord et donc de la pluralité - proprement démocratiques -, et, d'autre part, une démocratisation qui s'entend en termes de rédemption d'un peuple objet, tandis que le débat sur le politique reste cantonné à la sphère réduite des élites, anciennes ou nouvelles. La rédemption du peuple évoquée par Vasconcelos n'est pas une simple tournure de langage, elle est l'un des reflets de ce que certaines copies ont correctement qualifié de messianisme intellectuel. L'engagement démocratique de Vasconcelos se mue alors plutôt en substitution d'un dogmatisme par un autre, à propos de ce que doit être la race ou la nation. C'est ainsi que l'immense impulsion donnée par Vasconcelos à l'éducation de masse primaire et secondaire pour concrétiser la mise de la connaissance au service de toute la société comporte, d'une part, une profonde redéfinition de la formation dans le sens de l'émancipation (elle doit être, comme pour Ingenieros, également « morale », en suscitant chez tous « el gusto por la belleza y esperanza en sus propias almas »). D'autre part, elle continue de véhiculer les traits les plus classiques de ce qui était considéré comme la civilisation, « hábitos de trabajo, hábitos de aseo », dont sont traditionnellement considérés comme dépourvus les plus humbles, et notamment les masses indiennes. Les formulations à l'égard de ce peuple sont plus paternalistes qu'inclusives et l'esprit bien plus au rassemblement des intellectuels autour des principes de justice sociale sanctionnés par la Révolution, qu'à approfondir l'émancipation « morale » du peuple. La démocratie n'est d'ailleurs pas mentionnée et, comme l'on sait, l'inclusion des masses ne passera pas principalement par la promotion de leur participation démocratique.

Les candidats souvent plus familiarisés avec des périodes et des figures intellectuelles et politiques postérieures, ont pu alors ouvrir, dans leur conclusion, sur les critiques aux caractéristiques de la nouvelle éducation de masse ou à la marginalisation de la question démocratique au nom des principes révolutionnaires ou du nationalisme ; ou encore, en référence au cas argentin, sur la première véritable tentative d'inclusion des masses qui sera opérée par le péronisme. Le dossier se prêtait également à une conclusion plus générale sur la responsabilité et le rôle des intellectuels quant à la démocratie ou, plus précisément, dans les sociétés contemporaines à tendance oligarchique. Ceux qui ont moins développé le problématique rapport de l'intellectuel au « peuple » et ont plutôt approfondi la question de l'autonomie de l'Université et de l'intellectuel face au pouvoir politique, ont choisi d'évoquer le mouvement de Córdoba de 1969 ; quant à l'émergence de l'Université comme acteur central de l'arène publique

du XXème siècle, ils ont plus rarement pointé le contraste qui ressortait dans les textes entre un mouvement politique et social argentin né dans l'Université et une « révolution » universitaire menée d'en haut (et ne débouchant sur l'autonomie de cette institution - l'UNAM - qu'en 1929).

À titre indicatif, le jury propose ces exemples synthétiques de problématiques et de plans :

¿En qué medida la reforma o la refundación de las instituciones de formación superior, en el contexto del orden liberal-oligárquico de principios del siglo XX, refleja y cristaliza las inconformidades con éste y se plantea como el perno de la democratización de las sociedades latinoamericanas?

I La “revolución científica” y el gobierno democrático de la Universidad

II Democratización de los estudios y democratización social

II Derroteros y ambivalencias de la función “social” de la Universidad

I La “revolución científica” en las instituciones educativas americanas: balance sobre sus avances y sus límites a principios del siglo XX

II Las reformas democratizadoras: gobierno, planes de estudios y de actuación

III Metas y ambivalencias de la función “social” de la Universidad por venir

¿Cómo y en qué medida la reforma de las universidades argentina y mexicana plantea un debate central a principios del siglo XX que refleja y participa en las contiendas en torno a los sistemas político-sociales de sus respectivos países?

I La crítica a la Universidad de principios del siglo XX: anacronismo y anacronismo

II Acciones y propuestas: huelga, salida hacia el pueblo y nuevos planes de estudio

III Los objetivos: democracia y nación

¿Cuáles son los nuevos proyectos políticos que se dependen de los de reforma universitaria aparecidos en Argentina y México en los años 1910-20 y cómo se planea poner la Universidad al servicio de un nuevo proyecto de sociedad?

I La universidad al servicio del desarrollo económico y de la inclusión social

II La universidad como institución democrática y democratizadora

III La universidad y la cuestión americana

En ce qui concerne l'indispensable maîtrise de la langue, le jury a sanctionné les copies qui ont martyrisé la grammaire et l'orthographe de l'espagnol. Aux barbarismes « classiques » (evoluando, encontra, resolve, apruebó, instutuó, profita, decidó, etc.) et néanmoins impardonnables, s'ajoutent de nombreuses fautes relevant des connaissances de base que tout étudiant doit avoir : fautes de préposition récurrentes

(après « permitir » ou « participar » par exemple), absence du subjonctif après « para que » ou irrespect de la concordance des temps, confusion de « por » et « para », de « crear » et « créer ». Plusieurs candidats ne maîtrisent pas ces bases et écrivent dans une langue pétrie de gallicismes. L'accentuation, dont les règles fondamentales ne peuvent faire l'objet d'aucun doute, est visiblement méconnue par la plupart des candidats et certains ont même multiplié les accentuations fantaisistes de « América » et de « México » (par ailleurs correctement orthographiés dans le dossier).

Une langue correcte est également une langue riche qui permet de nuancer la pensée. Afin que les futurs candidats prennent bien conscience de cet impératif, voici quelques exemples de la pauvreté ou de l'indigence de certains commentaires, imputables en partie à cette méconnaissance de la langue : « al inicios del siglo XX se encuentra la preocupación de la enseñanza de los pueblos despues del periodo de las guerras de independencia », « al despertar la Universidad, la cultura, que es muy importante por el despierto de las conciencias, permite dar poder al país ».

La syntaxe, également, est à surveiller : les citations ont souvent été transcrites sans introduction ou sans adaptation de la syntaxe ou des temps verbaux aux phrases dans lesquelles elles ont été insérées.

Enfin, le jury a constaté non seulement une recrudescence des fautes de langue, mais encore et en particulier un manque de maîtrise du vocabulaire de l'argumentation et des connecteurs logiques (« en un primer momento », « mientras que » pour « mientras », « controversado », « objetivos », « hacer pie » pour « hacer hincapié », « reflejar » pour « reflejar »).

Les nombreuses négligences à l'égard de la langue, y compris dans certains travaux bien construits, ont empêché le jury de multiplier les très bonnes notations. Le jury invite instamment à prendre le plus grand soin de la langue, et met en garde les candidats quant à tout relâchement à son égard.

Pour revenir sur le contenu des commentaires et les connaissances des candidats, le jury doit souligner à regret qu'il a trop souvent fait défaut une culture et une conscience historiques minimales permettant notamment d'appréhender et interroger les ruptures et les continuités de sens d'un document l'autre. En témoignent entre autres des définitions fantaisistes du marxisme ou l'évocation d'un « retour » à l'Université démocratique. Les candidats visiblement plus familiarisés avec la thématique universitaire à des périodes plus récentes de l'histoire latino-américaine n'ont pas toujours su comment les exploiter pour analyser la mouvance mère du XX^{ème} siècle.

En ce qui concerne le seul volet hispano-américain, le jury constate de nouveau que seuls quelques candidats ont assimilé une connaissance opératoire minimale des grandes étapes de l'histoire commune des pays hispano-américains. Outre servir à contextualiser correctement les documents, elle est fondamentale pour comprendre les

problématiques propres à l'aire hispano-américaine, et manier ainsi correctement les notions-repères que leur offrent leurs préparateurs.

La culture au sens le plus large du terme et les problématiques saillantes du monde hispano-américain contemporain s'étant nouées au moins à partir de la crise de la monarchie hispanique de 1808, le jury préconise une meilleure familiarisation des candidats à toutes les périodes de l'histoire contemporaine du sous-continent. De plus, si l'histoire et la culture espagnoles sont souvent et logiquement moins méconnues, le XIX^{ème} siècle notamment a fait depuis un certain temps déjà l'objet d'un renouvellement historiographique comparable et convergent sur les deux rives de l'Atlantique, en menant également à revisiter les caractéristiques de certains traits culturels traversant les siècles.

Le jury rappelle donc aux candidats que toute l'histoire dite contemporaine de l'Amérique et de l'Espagne est à prendre en compte : de 1808 jusqu'aux années 2010, comme borne symbolique de passage à l'actualité la plus immédiate.